



# FRANCE

## Education La colère des écoles rurales

**DEPUIS PLUSIEURS JOURS** les maires ruraux, qui tiennent le compte des fermetures et des ouvertures de classes annoncées pour la rentrée, font entendre leur voix. Jean-Michel Blanquer a fini par s'en agacer. Interpellé, le 20 février, devant la commission des affaires culturelles de l'Assemblée, le ministre a promis que les « *taux d'encadrement dans les territoires ruraux vont s'améliorer* ». Il s'est dit scandalisé par la « *fake news tendant à opposer le rural et l'urbain alors qu'on essaie de créer du lien entre les deux* ». A son cabinet, on en appelle aux chiffres : « *Avec 32 000 écoliers en moins attendus sur les bancs de l'école à la rentrée 2018, dont 20 000 de moins dans les départements les plus ruraux, si l'on en restait à une logique arithmétique, on devrait fermer 1700 classes. Or on crée 3 880 postes au primaire.* »

Est-ce suffisant alors que les « classes à 12 élèves » en éducation prioritaire – doivent, en septembre, être généralisée en CP et étendue à une partie des CE1 ? Les syndicats d'enseignants ont sorti leurs calculatrices. A les écouter, il manquerait de 1 000 à 2 000 postes pour permettre aux dédoublements de se déployer. « *Où les trouver, sinon en puisant*

*dans d'autres viviers, comme la ruralité ?* » interroge Francette Popineau, du SNUipp-FSU. Sous la gauche, la répartition des emplois d'enseignants, académie par académie, a été réformée pour ne plus seulement tenir compte du nombre d'élèves, mais aussi de critères sociaux, de la situation géographique... « *Orientation maintenue* », défend-on rue de Grenelle. Et pourtant, à écouter le terrain, où une soixantaine de mobilisations ont d'ores et déjà été recensées, il y aurait plutôt rupture. « *Les départements ruraux avaient connu des dotations toujours positives ou nulles ces dernières années, affirme Stéphane Crochet, du SE-UNSA. Certains vont rendre des postes par quinzaines.* »

« *Il y a la logique comptable... et la réalité de nos territoires, fait valoir Cédric Szabo, directeur de l'Association des maires ruraux de France. Nos administrés n'ont pas oublié la promesse faite par le président Macron [en juillet 2017 au Sénat] qu'il n'y aurait plus de fermeture de classes à l'école primaire. Or qu'entendent-ils aujourd'hui ? Qu'on dédouble des classes en éducation prioritaire, pendant qu'on en ferme autour d'eux.* » ■

MATTEA BATTAGLIA